

Les Grecs ont pris goût à l'Europe : aux autres de provoquer l'accoutumance

Quelle appréciation porter sur la première présidence grecque de la C.E.E., qui s'achève ce 31 décembre ? Tout dépend des critères que l'on veut utiliser. La principale tâche des responsables grecs a été de conduire l'effort de réforme et de relance de la Communauté. Il a lamentablement abouti au fiasco du sommet d'Athènes, on le sait.

Certains pourraient être tentés de dire par conséquent que les Grecs ont objectivement échoué. Mais cette approche est simpliste : le gouvernement de M. Papandréou ne disposait pas des clés nécessaires pour débloquent l'Europe. Ces clés sont réparties pour l'essentiel entre les grandes capitales des Dix.

Et si dans le domaine institutionnel l'échec est incontestable, il faut néanmoins dire que les Grecs se sont distingués par leur volonté de rapprocher les points de vue des principaux protagonistes du mélodrame communautaire. Et ils ont tenté de le faire avec une bonne volonté et un esprit européen qui ont surpris.

Les socialistes grecs ont certes rué dans les brancards de la coopération politique, et affaibli la cohésion des Dix, mais ils apparaissent à la fin de ce semestre comme réconciliés avec l'Europe, qu'ils ont mieux connue. Il appartient maintenant aux neuf autres pays de la C.E.E. de préserver cet acquis, qui est peut-être le résultat le plus positif de la première présidence de la Grèce.

Les socialistes grecs ont fait des « bêtises », c'est clair, et le fait qu'ils assumaient la présidence a mis leurs erreurs en évidence. Et ces « bêtises » sont parfois coupables, lorsque, par exemple, leur anti-américanisme pousse les fidèles de M. Papandréou à se faire les complices objectifs des régimes totalitaires du bloc de l'Est. On se souvient de l'affaire du Boeing sud-coréen. Bien sûr, la Grèce a des circonstances atténuantes : elle a vécu sous le joug américain durant plusieurs dizaines d'années. Mais sa volonté légitime de se soustraire à cette domination a conduit à des aberrations, plus graves encore quand elles sont le fait de dirigeants qui se revendiquent d'un socialisme nouveau, démocratique et humaniste.

Des maladresses et du talent

Les socialistes grecs ont aussi été parfois maladroits dans la négociation sur la réforme et la relance de la Communauté. On ne peut pas pour autant leur jeter la pierre. La Grèce dispose d'une administration dont l'inefficacité est légendaire, et c'était sa première présidence. Entre les problèmes des Dix et la Grèce, le combat n'était pas à armes égales. Au nombre des maladresses, notons le fait que la présidence grecque a tenu la Commission européenne quelque peu à l'écart au cours des réunions spéciales qui ont eu lieu entre le sommet de Stuttgart (en juin) et celui d'Athènes. De temps en temps, des responsables grecs ont par ailleurs pris quelques libertés avec les usages.



Andreas Papandréou : une nouvelle conviction européenne de la part des socialistes grecs. (Photo : J. WOUTERS.)

têtes. On dit au demeurant à Athènes que le chef du gouvernement grec envisage de lui confier le maroquin de la Défense.

Le changement dans l'Europe

D'autres hommes se sont en revanche distingués au cours de ces six mois. Epinglons MM. Varfis, le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, et Simitis, le ministre de l'Agriculture, qui ont tous deux témoigné d'une très bonne connaissance des dossiers et fait montre d'un esprit communautaire à vrai dire inattendu. M. Papandréou n'avait pas besoin, à l'évidence, de la présidence de la C.E.E. pour s'affirmer dans son rôle d'homme d'Etat : cette présidence a toutefois ajouté une touche de maturité politique au portrait d'un leader charismatique qui a souvent succombé à la magie des mots et à la rhétorique du « Grand Soir ».

A cet égard, il faut dire qu'au-

delà de la compétence technique de ces hommes, quelque chose semble avoir changé. Le chef du gouvernement hellénique a pris goût à l'Europe. Il a été amené au pouvoir pour réaliser en vrac le « changement », voilà un peu plus de deux ans. Il voulait alors ce changement pour son pays hors de la C.E.E. Aujourd'hui, il le veut dans et par la C.E.E. Qui plus est, sa vision porte à moyen et à long termes, elle rassemble les intérêts bien compris de la Grèce et de l'Europe. Le discours que M. Papandréou a prononcé le 13 décembre devant le Parlement européen était très révélateur à ce sujet.

Maintenant, il s'agit pour les socialistes grecs de faire admettre par leur opinion publique les bienfaits de l'Europe, ou en tout cas d'une Europe qui s'attellerait enfin à relever les défis du futur. Pour transmettre ce message, il leur faudrait obtenir de leurs partenaires de la C.E.E., notamment la mise en œuvre des politi-

ques méditerranéennes qui permettraient à la Grèce de combler une partie de son retard économique. Or, celles-ci sont bloquées avec tous les dossiers qui figuraient à l'ordre du jour du sommet d'Athènes. Et d'importantes échéances approchent, celle par exemple des élections européennes du mois de juin.

Ramener la droite au pouvoir ?

Un meilleur amarrage de la Grèce au quai européen vaut-il un chèque, et de combien ? C'est la question qui se pose aux responsables des grands pays. Dans la perspective d'une Communauté plus intégrée, la présence de la Grèce n'est pas plus importante qu'une autre dans le club européen. Mais elle ne l'est pas moins non plus. Chacun pèsera le pour et le contre dans la vaste réforme qui est toujours sur le tapis vert.

On peut craindre toutefois que des considérations idéologiques à court terme n'incitent certains dans la C.E.E., à essayer de miner la popularité du Premier ministre grec. La droite allemande, déjà été accusée d'avoir sciemment fait échouer le sommet d'Athènes, avec la complicité de Londres et celle — acquise pour d'autres raisons — de Paris. La méthode serait basse et le calcul dangereux : la droite grecque n'est pas une alternative pour la Grèce et pour l'Europe, parce qu'elle n'est pas encore sortie des féodalités. Du reste, en cherchant à la ramener au pouvoir, la droite européenne risquerait, au contraire, de mettre de l'eau au moulin des tendances anti-communautaires de la mouvance socialiste grecque.

MAROUN LABAKI

PROCHAIN ARTICLE
La présidence française

Le Soir
31.XII.83 / 1.I.84

Cela a été le cas de M. Haralambopoulos, l'inénarrable chef de la diplomatie hellénique, qui n'a jamais admis qu'il devait rendre compte du déroulement des réunions avec la sérénité et le souci de neutralité qu'impose la présidence. A vrai dire, il ne paraît pas du tout à sa place dans les enceintes européennes. Militaire de carrière, officier loyaliste, résistant longtemps emprisonné et torturé par la junte, homme intègre et d'une fidélité à toute épreuve à M. Papandréou : son profil s'accommode davantage de la fréquentation des casquettes que de celle des grosses